



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Plan national de climatisation

Question au Gouvernement n° 1700

Texte de la question

PLAN NATIONAL DE CLIMATISATION

Mme la présidente . La parole est à M. Serge Muller.

M. Serge Muller . Monsieur le ministre de l'éducation nationale, chaque année, les épisodes de fortes chaleurs se multiplient, les mêmes alertes reviennent et notre pays semble découvrir, dans l'urgence, que ses écoles, ses hôpitaux et ses bâtiments publics ne sont pas adaptés. (*Exclamations sur quelques bancs des groupes LFI-NFP et EcoS.*) J'ai une pensée pour l'ensemble des usagers et des agents qui subissent ces chaleurs. Le constat est alarmant : la France, septième puissance mondiale, se montre aujourd'hui incapable de garantir à ses enfants des conditions d'apprentissage dignes lorsqu'il fait trop chaud.

Dans ma circonscription, à Bergerac, et dans le reste de la France, les cours sont annulés l'après-midi en raison d'une chaleur insoutenable dans les classes. Ce week-end, on a annoncé la fermeture de plus de 800 classes dans l'ensemble du territoire. Comment accepter qu'en 2026, dans notre pays, on soit contraint de fermer partiellement des écoles ou de demander aux familles de garder chez elles leurs enfants parce que les salles de classe deviennent invivables ?

M. Éric Bothorel . Demandez aux maires !

M. Serge Muller . À gauche, on préfère, par absurdité, l'idéologie au bon sens. On veut interdire, culpabiliser et contraindre. (*Exclamations sur les bancs du groupe EcoS.*) Mais la vraie absurdité, c'est de laisser nos enfants, nos enseignants, nos soignants et nos agents publics souffrir de la chaleur dans des bâtiments inadaptés. Marine Le Pen l'a clairement proposé : il faut un grand plan national d'adaptation de nos bâtiments publics. Nous proposons le plan « 100 % rénov' », doté de 20 milliards d'euros, intégrant un plan massif de climatisation en commençant par les écoles, les hôpitaux et les lieux accueillant les publics les plus fragiles.

M. Erwan Balanant . Pourquoi votez-vous contre les amendements en ce sens pendant les débats budgétaires alors ?

M. Serge Muller . Ce n'est pas du confort, c'est une question d'humanité, de santé publique et de dignité. Quand le gouvernement cessera-t-il de céder à la gauche et annoncera-t-il un vrai plan national pour climatiser et adapter nos écoles aux fortes chaleurs ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Édouard Geffray, ministre de l'éducation nationale. Je vous réponds : quand vous cesserez de voter des amendements réduisant le fonds Vert de 460 millions d'euros, alors qu'il est précisément destiné à cela ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes EPR et Dem ainsi que sur quelques bancs des groupes SOC et EcoS. – « Mensonges ! » sur les bancs du groupe RN.*) C'est regrettable, car c'était l'occasion d'avancer sur ce

sujet...

M. Julien Odoul . Vous n'êtes donc responsables de rien !

M. Édouard Geffray, ministre . Puisque vous m'interrogez, je vais cependant prendre le temps de vous répondre de manière plus approfondie. Nous avons en France 60 000 implantations scolaires qui dépendent respectivement des communes, des départements et des régions, c'est-à-dire des collectivités territoriales.

M. Éric Bothorel . Eh oui !

M. Édouard Geffray, ministre . En tant que ministre de l'éducation nationale, je ne sais pas encore rénover un bâti dont je ne suis pas le propriétaire ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe EPR.*) La seule solution est de soutenir les collectivités, dont c'est la responsabilité première. À l'heure où nous parlons, 6 200 projets de rénovation des bâtiments scolaires sont soutenus soit par le fonds Vert, soit par le programme EduRénov', ce qui représente 24 millions de mètres carrés couverts au total. De toute évidence, ces bâtiments ne se rénovent pas en deux coups de cuiller à pot, comme nous pourrions tous légitimement le souhaiter. C'est ce qui explique que 1 800 écoles environ ont été obligées de fermer, dont 5 en Dordogne, et que 8 000 autres aient adapté leurs horaires, dont 194 en Dordogne. Nous faisons face localement en nous adaptant aux réalités du terrain et en attendant que le plan que nous avons lancé se poursuive. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe EPR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. Serge Muller.

M. Serge Muller . Vous mentez ! Aucun de nos députés n'a voté contre le fonds Vert, dont le budget a été adopté par voie de 49.3.

Mme Agnès Pannier-Runacher . C'est dans votre contre-projet : relisez-vous !

M. Serge Muller . Votre seul projet est de lutter contre le RN ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre.

M. Édouard Geffray, ministre . Si votre amendement avait été adopté, le fonds Vert aurait été amputé de 460 millions d'euros ! (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes EPR et Dem. – Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

Données clés

Auteur : [M. Serge Muller](#)

Circonscription : Dordogne (2^e circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1700

Rubrique : Climat

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 24 juin 2026

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 24 juin 2026